Trèbes : finances de la commune

Commune · Aude (11) · 5 505 habitants · tranche 5 000 à 9 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Trèbes affichait un encours de dette de 6,1 M€, soit 1 115 € par habitant, une épargne brute égale à 19 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 3,9 ans.

Dette par habitant
1 115 €
6,1 M€ au total

Capacité de désendettement
3,9 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
19 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 228 € / hab.
6,8 M€ au total

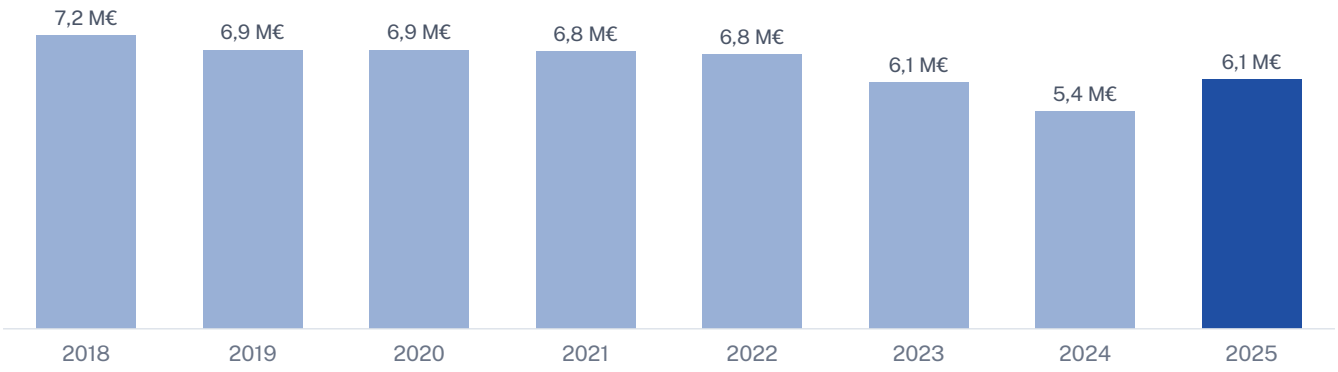
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 1 218 communes de 5 000 à 9 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 228 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	54,5 %	670 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	19 %	288 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 115 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	2 802 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	911 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 7,2 M€ en 2018 à 6,1 M€ en 2025 (-15,1 %). Valeur la plus basse : 5,4 M€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	7,2 M€	15,1 %	6,3 ans	2 M€
2019	6,9 M€	23,8 %	3,5 ans	4,5 M€
2020	6,9 M€	22,3 %	4,2 ans	2,3 M€
2021	6,8 M€	22,7 %	3,9 ans	2,8 M€
2022	6,8 M€	26,3 %	3,1 ans	2,2 M€
2023	6,1 M€	16,5 %	4,7 ans	4,8 M€
2024	5,4 M€	18,3 %	3,6 ans	3,4 M€
2025	6,1 M€	19 %	3,9 ans	15,4 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Trèbes	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 115 €	918 €	+21,5 %
Impôts locaux par habitant	911 €	706 €	+29 %
Frais de personnel par habitant	670 €	581 €	+15,2 %
Investissement par habitant	2 802 €	326 €	+758,5 %
Taux d'épargne brute	19 %	15,8 %	
Capacité de désendettement	3,9 ans	3 ans	

Jumelles : Ille-sur-Têt (66), Valence (82), Lesparre-Médoc (33), Châtillon-sur-Seine (21), Terrasson-Lavilledieu (24), Sigean (11), Saint-James (50), Beaurepaire (38), Brionne (27), Florensac (34). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	5 762	5 505	−4,5 %	+1,9 %
Dette par habitant	1 192 €	1 115 €	−6,4 %	−29,9 %
Impôts locaux par habitant	857 €	911 €	+6,3 %	+24,4 %
Frais de personnel par habitant	621 €	670 €	+7,9 %	+22,5 %
Taux d'épargne brute	23,8 %	19 %	−4,8 points	−1,6 point
Capacité de désendettement	3,5 ans	3,9 ans	+0,4 an	−0,6 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		5 558 €		2 877 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Trèbes	Comparaison
Habitants (2023)	5 361	+1,5 % depuis 2012 (département : +4,8 %)
65 ans ou plus (2023)	29,6 %	département : 27,7 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	10,3 pour 100 habitants	département : 7,9
Salariés du secteur privé (2025)	1 395	+77,7 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	414	−27,7 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	83,6	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

1 640 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 1 650 emplois, soit 102 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	1,5 %	3,1 %	1,3 %	1,5 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	4,8 %	9,8 %	6,6 %	6,5 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	10,2 %	11,5 %	20,1 %	10,9 %
Professions intermédiaires	33,6 %	26 %	26,4 %	29,8 %
Employés	32,2 %	30,1 %	26,1 %	26,4 %
Ouvriers	17,7 %	19,6 %	19,5 %	24,9 %

Professions les plus exercées par les habitants : Occitanie

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 780	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 940	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	37 710	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	36 320	1,5 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 410	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	34 600	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	33 510	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 670	1,3 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	28 760	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	28 260	1,2 %
Conducteurs de poids lourds	26 690	1,1 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	24 170	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Aude (11)) : 12 568 au moins, dont 38 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	1 361	30 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 112	19,9 %
Serveurs de cafés restaurants	1 067	43,2 %
Viticulteurs, arboriculteurs	977	32,8 %
Employés de l'hôtellerie	507	49,1 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	499	52,1 %

Métier	Projets	Difficiles
Employés de libre service	492	21,3 %
Cuisiniers	373	72,4 %
Vendeurs en produits alimentaires	332	39,8 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	306	8,5 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Trèbes
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	4,3 M€ pour 16 projets
Par habitant	779 € (communes de même taille : 123 € ; département : 343 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	27,5 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSIL	reconstruction du groupe scolaire de l'Aiguille (tranche 1)	1 700 000 €
2025	DSIL	Reconstruction du groupe scolaire de l'Aiguille (Tranche 2)	1 150 000 €
2025	DETR	Reconstruction du groupe scolaire de l'Aiguille, Tranche 2	250 000 €
2023	DETR	Réaménagement du boulevard du Minervois, Tranche 1	164 333 €
2023	DSIL	Réaménagement du bld du Minervois (tranche1°	100 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.